BULLETIN INTERIEUR

Parti Socialiste

12, Cité Malesherbes - PARIS (9e)

NOVEMBRE 1970 | Nº 18

Jacques ENOCK - Directeur de publication | André LE FLOCH - Gérant

SOMMAIRE

A_ ORGANISMES CENTRAUX

I.- BUREAU
II.- COMITE DIRECTEUR

B_ QUELQUES DEPLACEMENTS d'Alain SAVARY .....
et des déclarations.

C_ LA VIE DU PARTI

D_ LES COMMISSIONS ET LES GROUPES DE TRAVAIL

1) Commission des Affaires Economiques
2) L'Internationale
3) Education Nationale
4) Affaires sociales et syndicales
5) Promotion féminine
6) Défense de la Nature-Environnement

E_ COMITE POUR LA COMMEMORATION DU CENTENAIRE DE LA COMMUNE

F_ ACTIVITES DU SECRETARIAT FORMATION ET ELABORATION POLITIQUE

G_ COMMISSION NATIONALE DES CONFLITS

Coll. Fondation Jean-Jaurès

A) LES ORGANISMES CENTRAUX

xxx

1) Le Bureau

REUNION DU 28 OCTOBRE 1970

1.- ELECTIONS MUNICIPALES

Le Manifeste Municipal du Parti sera adressé aux secrétaires de section après approbation par le Comité Directeur du 7 novembre.

2.- DISCIPLINE

Le Bureau demande au Comité Directeur de condamner la position prise par le C.E. R.E.S. au lendemain du Conseil National de BONDY, au sujet des élections municipales.

Le Premier Secrétaire demandera à André CHANDERNAGOR et Paul ALDUY des explications sur leur participation à une réunion de l'Association pour une Alternative de Progrès le 21 novembre. Si cette information donnée par la Presse est exacte, le Bureau se saisira de cette affaire le 6 novembre.

3.- REPRESSION

Au nom du Parti le BUREAU appuie l'initiative prise par la Ligue des Droits de l'Homme pour réunir le Comité de Défense des Libertés constitué en avril 1970 afin de s'opposer à la Loi de répression.

Le Parti rejoint ainsi la position exprimée par la C.F.D.T. Il estime superflue la création d'un nouvel organisme, proposé par le Club des Jacobins.

REUNION DU 6 NOVEMBRE 1970

1.- LE BUREAU PROPOSE AU COMITE DIRECTEUR

1.1.- de tenir à la fin de janvier 1971 un Conseil National sur les problèmes de la régionalisation;

- de consacrer la réunion commune Groupe Parlementaire-Comité Directeur de décembre, à un premier débat sur la régionalisation.

1.2.- de préciser la décision 1.1. du 1er juin 1970 en rappelant que les Fédérations peuvent exclure un élu démissionnaire du Parti sans nécessairement saisir le Comité Directeur.

1.3.- de déléguer Janette BRUTELLE aux Etats Généraux de la Femme les 20,21 et 22 novembre prochains.

1.4.- de traduire J.P.CHEVENEMENT, Secrétaire politique de la Fédération de Paris devant la Commission Nationale des Conflits pour l'interview qu'il a accordée à "Politique Hebdo" le 5 novembre.

1.5.- de rappeler qu'aucun membre du Parti ne peut se rendre aux Journées d'Etudes organisées par l'Association pour une Alternative de Progrès.

1.6.- de convoquer un Comité Directeur extraordinaire le 21 novembre à 13 heures, dont l'ordre du jour sera: "L'examen des relations avec les autres Partis de gauche et l'étude du budget 1971 du Parti".

2.- LE PARTI PUBLIERA EN JANVIER 1971

- les effectifs par Fédération;
- le nombre d'élus du Parti par département.

Le Bureau communiquera aux membres du Comité Directeur un état comparatif avec les années 1968 et 1969.

3.- Le BUREAU demande au groupe, lors du débat sur le budget du Ministère de l'Intérieur à l'Assemblée Nationale, de protester contre

la politique d'interpellations systématiques que pratique la police.

REUNION DU 19 NOVEMBRE 1970

1.- Le Conseil National est convoqué pour le samedi 30 à 16 heures et le dimanche 31 janvier 1971, toute la journée.

Ordre du jour: Les problemes de la Régionalisation.

Participation: Pour chaque fédération, le Secrétaire fédéral ou son représentant.
Les Parlementaires.
Les membres du Comité Directeur.

Une documentation sur les problèmes de la Régionalisation sera élaborée et soumise au Comité Directeur. Le lieu proposé au Comité Directeur sera AVIGNON ou MONTAUBAN.

2.- RIPOSTES COMMUNES

2.1. Une réponse affirmative sera donnée concernant la rentrée Universitaire dans la région parisienne. Le principe d'une manifestation est retenu. Elle aurait lieu à Bobigny et Créteil. Les Etudiants socialistes seront prévenus et leur collaboration demandée.

2.2. Etant données les dispositions réactionnaires prises par le Gouvernement, un projet d'une riposte commune sera étudié en ce qui concerne l'hospitalisation publique.

2.3. En ce qui concerne l'O.R.T.F., le Bureau décide de ne pas donner suite. Le Parti conservera sa personnalité.

3.- SECTION DE PUTEAUX

Le Bureau affirme sa volonté de se préoccuper de la reconstitution de la section de Puteaux et de la suivre de très près. Trois membres du Bureau, E.CAZELLES, A.NOTEBART, R.VERDIER en sont plus particulièrement chargés.

4. COLLOQUE ORGANISE PAR L'ASSOCIATION "POUR UNE ALTERNATIVE DE PROGRES" -

Le Comité Directeur évoquera le problème ou ne l'évoquera pas suivant que CHANDERNAGOR et d'autres camarades seront ou non présents à ce Colloque.

5.- Le Trésorier National soumettra au Comité Directeur du 21 novembre un projet de budget pour l'année 1971.

6.- Il a été convenu qu'une délégation de 5 membres rencontrerait une délégation du Parti Radical et Radical Socialiste le jeudi 26 novembre à 10 heures.

La délégation socialiste sera ainsi composée:

E.CAZELLES — A.NOTEBART
C.FUZIER — A.SAVARY

Il sera également demandé au Président du Sénat d'être présent ou de déléguer un sénateur.

7.- CONVENTION DES INSTITUTIONS REPUBLICAINES.

Le Bureau a considéré que le discours prononcé par François MITTERRAND à Chateau Chinon était positif et constructif.

Le Premier Secrétaire rapportera sur ce point au Comité Directeur.

8.- RELATIONS AVEC LE P.C.F.

Le projet decompte-rendu concernant le dialogue et comprenant les convergences et les divergences avec le Parti Communiste sera soumis au Comité Directeur du 12 décembre et sera rendu public aux environs du 15 décembre.

xx

2) Le Comité Directeur

REUNION DU 7 NOVEMBRE 1970

Président: Marcel CHAMPEIX

Le Comité Directeur s'associe à l'hommage que rend Marcel CHAMPEIX, président de séance, à la mémoire de Pierre HERBAUT, membre du Comité Directeur, ancien Secrétaire général-adjoint du Parti Socialiste S.F.I.O.

1.- MANIFESTE MUNICIPAL

Un groupe de travail constitué d'un membre du Comité Directeur, de la fédération de l'Isère, R.PONTILLI et A. NOTEBART, est chargé d'élaborer des propositions pour l'établissement d'un texte résumé.

2.- REGIONALISATION

La réunion commune du Groupe Parlementaire et du Comité Directeur à la mi-décembre, sera l'objet d'un premier débat sur la régionalisation.

Un Conseil National consacré aux problèmes de la régionalisation se tiendra fin janvier 1971.

3.- DEMANDE DE DISSOLUTION DE LA SECTION DE PUTEAUX

- Le Comité Directeur repousse une proposition visant à déférer Georges DARDEL à la Commission Nationale des Conflits, par 14 voix contre cette proposition, 11 voix pour, 14 abstentions et 1 refus de vote.

- A l'unanimité moins un refus de vote, le Comité Directeur mandate Alain SAVARY, Premier Secrétaire et Antoine COURRIERE, Président du groupe socialiste au Sénat, pour rencontrer Georges DARDEL et lui faire connaître qu'il ne doit pas reprendre d'activité politique à PUTEAUX, notamment être candidat aux élections municipales.

- La section de PUTEAUX est dissoute.

4.- PROMOTION FEMININE

Le Secrétariat adressera aux Fédérations le rapport préparé par le Groupe sectoriel "Promotion Féminine".

Janette BRUTELLE représentera le Parti aux Etats Généraux de la Femmes les 20, 21 et 22 novembre prochains.

5.- Le COMITE DIRECTEUR précise la décision 1.1. du 1er juin 1970 en rappelant que les Fédérations peuvent exclure un élu démissionnaire du Parti sans nécessairement saisir le Comité Directeur.

6.- Le COMITE DIRECTEUR défère J.P.CHEVENEMENT, Secrétaire politique de la Fédération de Paris à la Commission Nationale des Conflits pour l'interview qu'il a accordée à " Politique Hebdo " le 5 novembre 1970, par 35 voix pour et 9 abstentions.

7.- Le COMITE DIRECTEUR rappelle qu'aucun membre du Parti ne peut se rendre aux Journées d'Etudes organisées par l'Association pour une Alternative de Progrès, par 31 voix pour, 3 contre, 8 abstentions et 2 refus de vote.

-:-

Fondation Jean-Jaurès

/REUNION DU 21 NOVEMBRE 1970/

Président: Pierre MAUROY

1.- JOURNEES D'ETUDES ORGANISEES PAR L'ASSOCIATION "POUR UNE ALTERNATIVE DE PROGRES"

1.1. Le prochain Comité Directeur se prononcera sur la double appartenance au Parti et à l'Association pour une Alternative de Progrès (18 voix pour le renvoi au prochain Comité Directeur 15 voix pour le débat immédiat, et 5 abstentions).

1.2. Le Comité Directeur décide que les membres du Parti Socialiste, exerçant les fonctions de responsabilités, qui, malgré son interdiction, ont participé aux Journées d'Etudes organisées par l'Association pour une Alternative de Progrès seront convoqués devant le Bureau du Parti lors de sa prochaine réunion.

Dans cette affaire, le Comité Directeur délègue au Bureau son pouvoir d'engager les procédures disciplinaires prévues par les Statuts. Il lui fait entière confiance pour que les décisions du Parti soient respectées (adopté à l'unanimité moins 2 voix contre.)

Une proposition de J.P. COT visant à déférer immédiatement A.CHANDERNAGOR devant la Commission Nationale des Conflits est repoussée par 19 voix contre, 16 pour et 4 abstentions.

Une proposition de Gérard JAQUET visant à convoquer sur cette affaire un Comité Directeur extraordinaire dans les plus brefs délais est repoussée par 30 voix contre et 9 pour.

2.- RELATIONS AVEC LES AUTRES FORMATIONS

2.1. Le premier bilan public du dialogue avec le P.C.F. sera soumis au Comité Directeur du 12 décembre. Le Bureau est chargé de fixer les modalités appropriées pour l'information préalable des membres du Comité Directeur.

2.2. Une délégation socialiste composée d'E. CAZELLES, M.CHAMPEIX, C.FUZIER, A.NOTEBART et A. SAVARY rencontrera dans la semaine une délégation radicale afin d'étudier les conditions de contacts politiques entre les 2 partis.

Une délégation socialiste composée de J.P. BAREL, D. CEPEDE, J.P. COT, D. LINDON et D. TADDEI rencontrera une délégation radicale pour confronter le Manifeste Radical au Plan d'Action Socialiste.

2.3. Le Comité Directeur enregistre avec satisfaction, les réponses positives et constructives apportées par F. MITTERRAND aux propositions d'unité formulées par le Parti. Il confirme la délégation composée d'E. CAZELLES, C. FUZIER, P. MAUROY et A. SAVARY pour rencontrer la Convention des Institutions Républicaines.

Un prochain Comité Directeur déterminera quelles assises du Parti seront appelées à se prononcer sur les modalités du processus d'unification.

3.- CONSEIL NATIONAL

Le Conseil National se teindra les samedi 30 (à partir de 16 h) et dimanche 31 JANVIER 1971 à AVIGNON. Il comprendra les membres du groupe parlementaire et du Comité Directeur, les secrétaires fédéraux ou leur représentant.

4.- BUDGET DU PARTI

Le Comité Directeur adopte les conclusions du rapport d'André LE FLOCH, Trésorier National, portant sur les 5 points suivants:

- Etat financier budgétaire 1970 arrêté au 31 octobre 1970.
- Matériel délivré aux fédérations au 31 octobre 1970.
- Situation financière des fédérations concernant l'exercice 1969.
- Taux des cotisations pour 1971: Feuillet: 4, 50

Timbres	N°1	1, 40
	N°2	2, 80
	N°3	5, 50
	N°4	0, 70

- Budget 1971.

5.- ANNIVERSAIRE DE LA COMMUNE DE PARIS

Le Comité Directeur donne mandat à Jacques ENOCK Président du Comité, Antoine BLANCA et Pierre DESVALOIS de continuer de représenter le Parti au Comité de Commémoration du Centenaire de la Commune de Paris.

6.- LE COMITE DIRECTEUR DEMANDE AU BUREAU

6.1. de se prononcer sur l'opportunité d'une modification statutaire ou règlementaire, permettant la publication des votes indicatifs par fédération dans les assises du Parti.

6.2. de se prononcer sur l'opportunité du dépôt d'une loi électorale municipale.

6.3. de s'inquiéter de l'état de préparation des propositions de loi sur la justice militaire (décision N°7 du 21 février 1970) et en matière électorale (décision 4.1., du 5 septembre 1970).

-:-

B) Quelques déplacements d'Alain SAVARY

..... et des déclarations

JEUDI 29 OCTOBRE AU JEUDI 5 NOVEMBRE	- Conférence Annuelle de la Ligue des Communistes de Yougoslavie. BELGRADE.
MERCREDI 18 NOVEMBRE	- Dîner-débat Cercle Edouard Herriot PARIS.
VENDREDI 20 NOVEMBRE	- Réunion publique MOULINS (Allier)
MARDI 24 NOVEMBRE	- Réunion publique AMIENS (Somme)
VENDREDI 27 NOVEMBRE	- Réunion publique LIMOGES (Hte Vienne)

-:-

Coll. Fondation Jean-Jaurès

... RETOUR DE YOUGOSLAVIE (5 novembre 1970)

..... La délégation du Parti Socialiste a eu de nombreux entretiens tout au long de son séjour. Notamment avec le Président TITO.

La situation au Moyen-Orient fut évoquée. Le président Yougoslave est très sensible au point de vue arabe, mais dans sa bouche, la reconnaissance d'Israël ne faisait aucun doute. De même, la conversation porta sur la sécurité européenne. L'accord entre les interlocuteurs fut très complet. L'action du Président consiste à mettre fin à la politique des blocs car les pays ont de plus en plus besoin de relations entre eux sans subir l'hégémonie des super-grands, le Président TITO disant à ce sujet "Ce sera long mais possible et réalisable". Le principe d'une seule grande conférence sur la sécurité européenne ne fut pas retenu, car il vaudrait mieux de nombreuses réunions précises et efficaces qu'une conférence spectaculaire mais éphémère.

..... La délégation socialiste s'entretint de même avec le Président de l'Alliance socialiste Yougoslave M. MILATOVIC ainsi que M.BELOVSKI chargé des relations internationales et membre de la Ligue des communistes. Nos camarades rencontrèrent à Skoplje M.CRVENKOVSKI; les discussions abordées portèrent plus particulièrement sur le problème des relations avec l'extérieur. Les Yougoslaves ne sont pas membres du Marché Commun ni du COMECOM, aussi craignent-ils de voir leurs exportations menacées. Ils sont très intéressés par le Marché Commun mais y voient une atteinte à l'indépendance nationale des pays.

..... Alain SAVARY a indiqué qu'il existait des possibilités de contrats avec le Marché Commun pour des pays étrangers à la C.E.E. Des informations seront données à cet effet par le Parti Socialiste Français.

..... Des relations régulières et réciproques furent souhaitées des deux côtés le plus rapidement possible.

xxx

... à AMIENS (Somme (24 novembre 1970)

..... Il est surprenant qu'un an après la dévaluation, le commerce extérieur français paraisse avoir épuisé les avantages de cette dévaluation. La France s'est insuffisamment industrialisée et n'a pas le commerce extérieur d'un pays industriel. Notre politique économique est asservie à une politique militaire disproportionnée à nos moyens.

..... Evoquant la détérioration de la situation de l'emploi et dénoncé la carence des pouvoirs publics en matière d'orientation et de formation professionnelle, nous avons, a ajouté Alain SAVARY, à faire prendre conscience aux exploités de leur situation d'exploités. J'ai participé, à Paris, à la manifestation des usagers des transports en commun. J'estime que le régime actuel est celui des promoteurs immobiliers. Le gouvernement est lié aux hommes qui spéculent autour des autoroutes, des ensembles immobiliers, autour de tout ce qui se construit. Progressivement tous les travailleurs seront obligés de s'imposer des transports fatigants et onéreux pour se rendre dans une ville livrée aux promoteurs. On a livré l'avenir de ce pays à l'économie de profit. On a privé le Plan de toute substance tant dans la préparation que dans l'exécution. L'avenir est fortement compromis faute d'options réelles. Nous ne pensons pas qu'un pays soit réellement indépendant s'il n'a pas sa capacité de recherche, recherche fondamentale et recherche appliquée. Progressivement, l'économie française sera asservie par .../

par l'économie américaine.

..... Répondant aux questions des auditeurs, Alain SAVARY a pris position à titre personnel sur le service militaire:

....." Nous devons nous affranchir des rites et des mécanismes. Il faut poser, dans le cadre d'une défense à définir, le problème de savoir si par un souci d'égalitarisme, on continuera à obliger les jeunes Français à refaire ce que nous avons fait sans plaisir".

..... Au sujet des élections municipales, Alain SAVARY a rappelé la position prise par le Parti Socialiste à BONDY :" Interdiction de toute alliance avec des hommes de la majorité, ou qui en sont complices. D'autre part, le critère qu'un démocrate est sincère ou non ne tient pas au fait qu'il y ait des communistes sur la même liste".

... A LIMOGES (Haute-Vienne) (27 novembre 1970)

..... On berne les Français en leur cachant la gravité de la crise mondiale du capitalisme. L'économie capitaliste, celle des Etats-Unis notamment, est entrée dans une phase critique qui évolue entre la stagnation et l'inflation et que les Américains sont incapables non seulement de maîtriser mais d'expliquer. Et comme le système monétaire international est dominé par le dollar, les pays européens seront contraints à des décisions et à des efforts désordonnés. Après une longue période de reconstruction, n'allons-nous pas connaître des dangers comparables à ceux des années 30 et qui peuvent conduire non seulement à une crise de système, mais aussi de civilisation.?

..... Le gouvernement français feint d'ignorer l'importance des difficultés. Il maintient son attachement au système capitaliste. Comme il dépend avant tout des forces qui le constituent et qui le soutiennent, il refuse de s'attaquer aux structures économiques et sociales de notre pays. Voilà qui est dangereux.

..... Nous aurons la crise pour toutes les causes qui ont créé mai 1968 et qui n'ont pas disparu. Enfermée dans un nationalisme étroit, l'équipe dirigeante n'a pas le sens des responsabilités internationales. Le gouvernement a gardé du gaullisme la part la plus négative: le refus de solidarité entre les nations. Le gouvernement préfère l'Europe des affaires à celle des peuples. Nous entrons dans l'Europe à reculons et, faute de vouloir faire une Europe politique, on aura une Europe des Banques. La place que la France s'est refusée à occuper, qu'elle a laissée progressivement vacante, est prise politiquement et économiquement par la République fédérale allemande.

-:-

C) LA VIE DU PARTI

CONSEIL NATIONAL de BONDY

(suite du "Bulletin Intérieur n° 17)

Plusieurs Camarades ont demandé que le vote indicatif émis au CONSEIL NATIONAL de BONDY soit publié.

Rappelons que ce vote, qui a servi de base à la constitution de la Commission des Résolutions, a été contrôlé par un représentant de chacune des thèses soumises au Conseil National.

Notons enfin que les votes indicatifs prévus par le règlement des Congrès et Conseils Nationaux sont toujours effectués sous la seule responsabilité du ou des délégués des Fédérations.

-:-

FEDERATIONS	Mandats	Synthèse	Secrétariat	Nord	B.d.R.	Abstentions
AIN	5		5			
AISNE	13	9		4		
ALLIER	19	7		9	3	
BASSES ALPES	11	1	5	5		
ALPES MARITIMES	9			7	2	
ARDECHE	10		9		1	
ARDENNES	11			11		
ARIEGE	49		49			
AUBE	11	3	5	3		
AUDE	68		68			
AVEYRON	5		5			
BOUCHES-du-RHONE	441	8			433	
CHARENTE	7			7		
CHARENTE MARITIME	15		15			
CHER	10	5		4		1
CORREZE	17	7	10			
CORSE	8		8			
COTE D'OR	6	6				
COTES-du-NORD	5	2	2	1		
CREUSE	15	2		12		1
DORDOGNE	29			29		
DOUBS	23		23			
DROME	29		29			
EURE	9	1	2	4	2	
EURE & LOIR	10	5	5			
FINISTERE	9	9				
GARD	33	3		30		
HAUTE-GARONNE	124	64	51	9		
GERS	26		26			

Fondation Jean-Jaurès

FEDERATIONS	Mandats	Synthèse	Secrétariat	Nord	B.d.R.	Abstén-tions
GIRONDE	67	21	32	14		
HERAULT	48	5		43		
ILLE & VILAINE	6	4	1	1		
INDRE	5	4		1		
INDRE & LOIRE	11	10			1	
ISERE	24	8	8	8		
JURA	9			9		
LANDES	40		40			
LOIR & CHER	11		11			
LOIRE	7		4	3		
LOIRE ATLANTIQUE	23	4		17	2	
LOIRET	11	5		6		
LOT	4	3	1			
LOT & GARONNE	13	13				
MAINE & LOIRE	5		5			
MANCHE	11		11			
MARNE	14	12		2		
HAUTE MARNE	3	1	2			
MAYENNE	6		6			
MEURTHE & MOSELLE	12			11		1
MEUSE	5		5			
MORBIHAN	6	5		1		
MOSELLE	5	4		1		
NIEVRE	12		12			
NORD	420	26		394		
* OISE	12		2	6		
ORNE	5	1	4			
PAS-de-CALAIS	413	18	366	29		
PUY-de-DOME	33	3	30			
PYRENEES ATLANTIQUES	35	5	10	20		
HAUTES PYRENEES	7			7		
PYRENEES ORIENTALES	6			6		
BAS RHIN	9	7	1	1		
HAUT RHIN	35		35			
RHONE	14	9	2	3		
HAUTE SAONE	5	1	4			
SAONE & LOIRE	17	14	1	2		
SARTHE	7		1	6		
SAVOIE	14	14				
HAUTE SAVOIE	5		5			
PARIS	69	53	10	6		
SEINE MARITIME	22	4	5	11	2	
SEINE & MARNE	7	7				
YVELINES	19	2	6	11		
DEUX SEVRES	13	11		2		
SOMME	35	15		20		
TARN	26			26		
TARN & GARONNE	17	10	7			
VAR	58	8	4		41	5
VAUCLUSE	17	1	15	1		
VENDEE	6		5	1		
HAUTE VIENNE	70		35	35		
VOSGES	9			9		

Fondation Jean Jaurès

FEDERATIONS	Mandats	Synthèse	Secrétariat	Nord	B.d.R.	Abstentions.
YONNE	11	3	8			
BELFORT	8	1		7		
ESSONNE	18	8	3	7		
HAUTS-de-SEINE	52	18	3	31		
SEINE-SAINT-DENIS	38		30	8		
VAL-de-MARNE	39	8	19	12		
VAL D'OISE	21	15		1	5	
REUNION	5					5

* Pour l'OISE motion ANGLET 4

Etaients absentes : CALVADOS (7)- CANTAL (3)- VIENNE (4) -

-:-

LE PARTI SE PORTE BIEN

Quelques camarades se laisseraient aller très facilement à un certain pessimisme quant à la situation actuelle du Parti et notamment à son implantation, son organisation et les résultats obtenus à l'occasion des différentes élections partielles.

Sur le plan des effectifs, notre camarade André LE FLOCH explique parfaitement la situation dans sa circulaire n° 72. Et nous n'avons vraiment pas lieu d'être inquiets.

- Les résultats des élections partielles

Il nous faut d'abord considérer les résultats obtenus lors de la première campagne électorale de caractère national affrontée par le Parti, depuis le Congrès Constitutif d'Issy-les-Moulineaux à l'occasion des élections cantonales de mars dernier.

Rappelons d'abord que 1.609 sièges étaient renouvelables, parmi lesquels nous avions 271 conseillers sortants. Nous n'avons présenté que 652 candidats socialistes (contre 748 par la S.F.I.O. en 1964) mais avons apporté notre soutien, dès le premier tour à :

27 candidats C.I.R.
71 candidats Radicaux socialistes
90 candidats divers gauche.

Nous avons enregistré 165 candidats élus dès le premier tour, avec 1.250.083 voix (14,7%) contre 1.124.197 voix en 1964, soit un gain de 125.886 voix.

Au second tour, nous avons enregistré 137 élus, soit au total 272 élus pour 271 sortants, élus en 1964.

Et encore, cette statistique ne comprend que les socialistes adhérant au Parti, à l'exclusion de ceux qui ne se sont pas référés à l'étiquette du Parti, ainsi que les sympathisants et apparentés.

-:-

Ernest CAZELLES
Secrétaire National

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Depuis le mois de septembre 1970, nous avons participé à un certain nombre de consultations municipales et cantonales partielles qui nous ont été favorables, comme par exemple :

1°- A EPERNAY (Marne)

Election municipale partielle: 3 sièges à pourvoir.

- Dès le 1er tour, la liste d'union des gauches (2 P.C.F.- 1 socialiste) obtient 4.975 voix contre 4.967 voix à la liste U.D.R.-P.D.M.-Indépendants et Centre Démocrate.

- Au second tour, sont élus dans l'ordre:

notre camarade Roger RIFFLET, 5.599 voix, le communiste MORILLON, ancien député, Conseiller Général avec 5.491 voix et le député de la majorité STASI, avec seulement 5.540 voix.

2°- A LIMOGES-SUD (Haute-Vienne)

Election cantonale :

- au 1er tour, notre camarade Robert LECOMTE, maire-adjoint de LIMOGES, arrive en tête avec 2.551 voix; 2.281 voix au P.C.F. et 1.813 à l'U.D.R.

- Notre ami LECOMTE est élu au second tour, lors d'une élection triangulaire avec 2.950 voix contre 2.616 au P.C.F. et 1.766 à l'U.D.R.

3°- ABBEVILLE-NORD (Somme)

Election cantonale :

- Au premier tour les résultats obtenus sont les suivants:

Dr DEZOTEUX (U.D.R.) 2.546 voix: André LEDUC (Parti Socialiste) 2.378 voix
ROCQUES (P.C.F.) 878 voix.

- au second tour, notre camarade André LEDUC est élu avec 3.678 voix contre 2.954 à l'U.D.R. DEZOTEUX.

4°- CHATEAUNEUF-les-MARTIGUES (Bouches-du-Rhône)

Elections municipales:

- 1er tour: liste socialiste 913 voix: liste socialiste dissidente: 746 voix, P.C.F.:640, U.D.R. et apparentés: 339.

- 2ème tour: liste socialiste: notre camarade ATTILIO: 1.253 voix, élue, liste socialiste dissidente et cantriste : 907 voix , liste P.C.F.:662 voix.

5°- BAR-le-DUC (Meuse)

La gauche unie s'empare de la Municipalité.

../

Coll. Fondation Jean-Jaurès

- Au premier tour, avaient obtenu: Liste d'entente municipale (modérés, etc...) 2.117 voix. Liste d'Action socialiste (socialistes et C.I.R.) 2.078 voix. Liste P.C.F. 800 voix.

- second tour: Liste d'Union de la gauche (Socialistes, C.I.R., P.C.F.) 3.884 voix. Liste d'entente municipale: 3.136 voix.

6°- TROYES - 2ème canton

Election cantonale:

- 1er tour: ROYER (U.D.R.) 5.139 voix: B.PIEDS (socialiste) 3.861 voix; PLANCON (P.C.F.) 2.264 voix; MAILLARD (sans étiquette) 646 voix.

- 2ème tour: notre camarade Bernard PIEDS est élu avec 6.940 voix contre 6.441 à l'U.D.R.

-:-

RAPPEL DE CIRCULAIRES

Ernest CAZELLES, Secrétaire National et André LE FLOCH , Trésorier National, attirent l'attention des secrétaires et trésoriers fédéraux sur la situation financière des Fédérations au 31 octobre 1970 et notent que :

" Dans l'ensemble les résultats sont bons; de nombreuses fédérations ont pris plus de matériel qu'en 1969, d'autres maintiennent leurs effectifs, certaines accusent un léger recul.

Les quelques semaines qui nous séparent de la fin de l'année doivent être utilisées pour dépasser nos prévisions.

Tout devra être mis en oeuvre pour la mise à jour des militants et le recrutement ..."

CONSEIL NATIONAL
30 et 31 JANVIER 1971 à
AVIGNON

Par circulaire n° 75 en date du 23 novembre 1970, Ernest CAZELLES signale, à l'attention des Secrétaires Fédéraux, des membres du Comité Directeur et des Parlementaires, la tenue d'un CONSEIL NATIONAL consacré à l'étude du problème de la Région.

Ce CONSEIL NATIONAL, qui se réunira à AVIGNON (Vaucluse), débutera le samedi 30 janvier 1971 à 16 heures.

D)Les COMMISSIONS et les GROUPES de TRAVAIL

xxx

T_Commission des Affaires Economiques

GROUPE IV - L E P L A N

Réunion du 20 novembre 1970

Après un bref rappel des trois directions dans lesquelles s'exerce l'activité de la Commission des Affaires Economiques qu'il préside :

- Elaboration de la doctrine
- Définition d'un programme
- Préparation des interventions du groupe parlementaire,

André BOULLOCHE indique les deux aspects du travail qui sera confié au groupe IV chargé du Plan.

1°) Propositions pour préparer le Congrès du Parti qui doit se réunir en Mai afin de se prononcer sur le Programme;

2°) Préparation de l'intervention du groupe socialiste dans la discussion du VIème Plan qui se déroulera à l'Assemblée Nationale lors de la prochaine session parlementaire.

Une méthode de travail est ensuite mise au point :

- Réunion de "BRAIN-STORMING" le 16 décembre.
- Contribution écrite de chaque participant.
- Désignation d'un rapporteur pour chaque sujet, en particulier un rapporteur pour la critique du VI-me Plan et un rapporteur pour la préparation du Congrès de mai.

Les modifications proposées seront faites par amendements au texte initial.

La possibilité de proposer un contre-plan a été évoquée.

André BOULLOCHE

Coll. Fondation Jean-Jaurès

II _ l'Internationale

Le Bureau de l'INTERNATIONALE SOCIALISTE s'est réuni le lundi 26 octobre 1970 à Paris, au siège du Parti Socialiste, 12 cité Malesherbes (9ème)

A l'issue de ses travaux, le Président de l'Internationale Socialiste, Bruno PITTERMANN, a tenu une Conférence de Presse au cours de laquelle il a rendu compte de l'essentiel des travaux du Bureau de l'I.S.

En ce qui concerne les problèmes de la Sécurité européenne, le Bureau de l'Internationale Socialiste a confirmé son intérêt pour une Conférence sur ces problèmes. Il a chargé le groupe de travail désigné à cet effet de poursuivre ses études.

Le Bureau a exprimé son appui chaleureux à la politique internationale du gouvernement Social-Démocrate d'Allemagne présidé par W.BRANDT.

Examinant enfin certains problèmes de l'Afrique et de l'Amérique Latine, il a décidé de rendre plus fréquents et plus étroits ses contacts avec les Mouvements de Libération de l'Afrique du Sud et il a adopté une résolution (texte ci-après) sur l'élection de Salvador ALLENDE à la Présidence de la République du Chili:

" L'internationale Socialiste constate avec satisfaction la rati-
" fication par le Congrès National du Chili de la victoire du Président élu Salvador
" ALLENDE.

" L'internationale Socialiste félicite le Président ALLENDE, ainsi
" que le Parti Radical, qui est membre de l'Internationale, pour se participation à
" une victoire qui assurera le progrès du Socialisme au Chili dans le cadre de la
" Démocratie."

-:-

LISTE DES PARTICIPANTS

AUTRICHE		KARL CZERNETZ
BELGIQUE		VICTOR LAROCK
FRANCE		ROBERT VERDIER
ALLEMAGNE		HANS-EBERHARD DINGELS
GRANDE BRETAGNE		Sir HARRY NICHOLAS
		J.GWYN MORGAN
		Tom Mc NALLY
ISRAEL		ZVI HARMOR
ITALIE	P.S.U.	A.CARIGLIA
		MARIO MELANE
	P.S.I.	PAOLO VITTORELLI
		GINO BLANCO
		LUCIANO DE PASCALIS
PAYS-BAS		PIETER DANKERT
DANEMARK		K.B.ANDERSEN
FINLANDE		KALEVI SORSA
		PAAVO LIPPONEN

../

BUREAU DE LIAISON DE LA C.E.E.	Lucien RADOUX
INTERNATIONALE SOCIALISTE	BRUNO PITTERMANN HANS JANITSCHEK RODNEY BALCOMB
FEMMES SOCIALISTES	MARY SQUIRE
HOTES : PORTUGAL	MARIO SOARES
CHILI	CARLOS PARRA
ESPAGNE	RODOLFO LLOPIS
SUEDE	PIERRE SHORI
IFM - SEI	MIGUEL MARTINEZ
SUCEE	BRUNO KALNINS

-:-

TEXTE ADOPTE PAR LE BUREAU DU 25 NOVEMBRE 1970

Pour la première fois depuis le 1er novembre 1968, l'aviation des Etats-Unis a bombardé le Nord Viet-Nam. Un raid de commando a été organisé dans la région de Hanoï.

Ces initiatives risquent de provoquer une reprise de l'escalade dans les opérations militaires. Elles compromettent gravement les chances d'un règlement négocié du conflit.

Elles font douter de la sincérité des déclarations du gouvernement des Etats-Unis selon lesquelles il cherche à mettre rapidement un terme à la guerre.

-:-

Coll. Fondation Jean-Jaurès

III_ Education Nationale

La Commission de l'EDUCATION NATIONALE s'est réunie le jeudi 5 novembre à 17 heures. Elle a entendu un compte-rendu de Pierre DESVALOIS et Roger QUILLIOT sur leurs rencontres avec les dirigeants de la Ligue de l'Enseignement et de la Fédération de l'Education Nationale. Pierre DESVALOIS a donné également des informations sur les travaux de la Commission mixte Parti Socialiste-Parti Communiste, les communiqués publiés et les manifestations prévues dans la région Parisienne sur les problèmes universitaires.

La Commission a procédé ensuite à l'étude du questionnaire soumis par la Ligue de l'Enseignement aux différentes formations politiques, questionnaire qui concerne l'action socio-culturelle. Au terme de cette discussion, la Commission a chargé son responsable de rédiger la note demandée par la Ligue de l'Enseignement et qui sera publiée dans un prochain Bulletin Intérieur.

La Commission a fait enfin un bilan de la rentrée de l'université et constaté que cette rentrée consacrait à l'évidence l'échec de toute véritable orientation dans l'enseignement français.

-:-

Coll. Fondation Jean Jaurès

Le groupe socialiste ayant, à deux reprises, reçu avec retard des invitations à une Conférence de presse du S.N.E.S.U.P., des camarades se sont émus de l'absence de nos Parlementaires. Roger QUILLIOT a fait part de son regret à la direction du S.N.E.S.U.P., dont nous publions la réponse. Chacun saura ainsi que nos élus ont fait ce qu'ils avaient à faire.

" Cher Camarade,

" Tout d'abord je voudrais m'excuser du retard avec lequel je ré-
" ponds à votre lettre du 6 octobre. Ce n'est ni embarras, ni mauvaise volonté
" mais le travail considérable que nous avons en cette rentrée universitaire dif-
" ficile qui m'a empêché de le faire auparavant.

" Pour ce qui est du retard avec lequel le Groupe Socialiste a reçu
" à deux reprises et à un an d'intervalle les convocations à nos conférences de
" presse, il est dû à un encombrement dramatique de notre Secrétariat technique
" (dactylographie et expédition du courrier) que les moyens limités du syndicat
" nous empêchent de renforcer. Il est bien évident que les inconvénients épiso-
" diques qui en résultent, n'affectent pas seulement les Groupes Parlementaires
" Socialistes à l'Assemblée Nationale et au Sénat. Aussi, veillons-nous en perma-
" nence à une amélioration de notre travail dans ce domaine et votre lettre nous
" y aidera.

" Dans ces conditions nous comprenons, tout à fait, l'absence des
" Groupes Parlementaires Socialistes à notre conférence de presse du 24 septembre.
" Nous avons apprécié que, malgré cette absence, un compte-rendu substantiel de
" notre conférence de presse ait été publié dans le "Bulletin Socialiste" du 25
" septembre. Nous pensons que la brève mise au point faisant état de votre let-
" tre, que nous publions dans le Bulletin de ce mois-ci, vous satisfera. Dans le
" cas contraire, nous sommes prêts à envisager avec vous, si vous le juger op-
" portun, une nouvelle mise au point.

" Nous devons vous dire, pour terminer, que nous entretenons d'exeel-
" lentes relations de travail avec les Groupes Parlementaires Socialistes, comme
" en témoignent les relations à propos du Budget (envoi des "bleus", entrevue de
" Monsieur Gilbert FAURE avec Daniel MONTEUX et Pierre DUTUIT, communication de
" nos analyses et de nos questions sur le projet de budget 1971 etc...).

" Notre direction nationale du S.N.E.S.U.P. a le souci d'entretenir
" les meilleures relations et d'entreprendre des démarches communes avec tous ceux,
" notamment le Parti Socialiste et l'ensemble des Partis qui soutiennent l'action
du C.N.A.L., qui sont susceptibles de comprendre notre démarche et notre action
" syndicale, de les populariser et de les soutenir.

" Nous pensons que nous pourrons très prochainement débattre de ces
" problèmes, et bien d'autres, au cours de la réunion que nous avons sollicitée
" du Parti Socialiste et qui a recueilli son accord de principe.

" Recevez, cher Camarade, l'expression de nos sentiments syndica-
" listes les plus cordiaux.

Daniel MONTEUX
Secrétaire Général. "

LA FAILLITE DE L'ORIENTATION

Maintenant que les Universités sont rentrées, il apparaît, hélas, que les Facultés de Lettres rassemblent à elles seules presqu'autant d'étudiants que l'ensemble des autres facultés. Cette situation est tout simplement catastrophique puisque, d'une part, elle laisse de nombreux étudiants s'engager dans des voies sans issue et que, d'autre part, elle aggrave d'année en année le déficit en scientifiques et en techniciens qui pèsera bientôt lourdement sur l'avenir de la Nation.

L'origine de ce grave déséquilibre est à chercher :

1) dans l'absence de toute formation technologique au niveau du premier cycle du second degré: ce cycle, dit d'orientation, est incapable d'orienter qui que ce soit, faute de pouvoir tester les aptitudes des élèves qui ne reçoivent par force qu'un enseignement général;

2) dans l'insuffisance de l'enseignement technique, jugé trop coûteux par les autorités gouvernementales et délaissé comme tel;

3) dans une formule de baccalauréat qui, par le jeu des options, défavorise les élèves de formation scientifique ou technique et contribue à faire basculer les hésitants vers l'enseignement des Lettres;

4) dans l'absence d'une large information: cette année, l'essentiel de l'information télévisée a été diffusé en septembre, à un moment où les inscriptions étaient faites.

Le Parti Socialiste, qui a maintes fois mis en garde les autorités compétentes contre une évolution de plus en plus redoutable, attire à nouveau l'attention de l'opinion sur un état de fait susceptible de troubler profondément et légitimement les esprits; il n'est pas permis à un gouvernement de fabriquer plus longtemps des littéraires chômeurs à un moment où le pays manque de techniciens et de scientifiques. C'est toute une mentalité à changer, et en particulier la mentalité des ministères (FINANCES et EDUCATION NATIONALE) qui jugent moins coûteuse la formation générale que la formation technologique ou technique. Ces fausses économies risquent de se payer cher.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

IV - Affaires Sociales et Syndicales

REUNION COMMUNE DU 6 OCTOBRE 1970

- de la Commission "Travail" du Groupe parlementaire
- du groupe de travail "Affaires Sociales et Syndicales" du Comité Directeur.

-=-

I.- CONSTITUTION D'UN GROUPE UNIQUE

Georges CARPENTIER expose que, en dépit de l'excellente liaison assurée jusqu'ici par HORNEZ entre les deux groupes, la recherche d'une plus grande efficacité et d'un moindre éparpillement des efforts militent en faveur de la constitution d'un groupe unique.

Henri HORNEZ rappelle l'historique de différents essais antérieurs lesquels ont moins pêché par les structures que par les hommes, puis montre que doit pouvoir se réunir à l'Assemblée, selon un rythme plus fréquent, un groupe restreint ayant pour mission de répondre rapidement aux questions posées par les Parlementaires.

Jacques DELPY intervient dans le même sens et Pierre BEREGOVOY souhaite que l'on évite à la fois la dispersion des efforts et la mise en place de structures trop figées. L'expérience nous aidera à adopter la meilleure formule de coopération entre le Groupe Parlementaire et le C.D. et nous pourrons servir d'exemple aux autres groupes de travail.

Finalement, les conclusions suivantes sont adoptées:

- il est constitué un groupe unique "Affaires Sociales et Syndicales" qui se réunira le premier mardi de chaque mois au siège du Parti à 18 heures 30. A ces réunions seront convoqués les membres des deux anciens groupes.

- entre chaque réunion mensuelle, des séances intermédiaires se tiendront à l'Assemblée, sous la responsabilité d'HORNEZ, chaque fois que cela sera utile. Pourront être convoqués à ces réunions, les camarades appartenant au groupe unique et dont la compétence sera requise eu égard à l'objet de la réunion. Rapport sur l'activité des séances intermédiaires sera fait par HORNEZ au groupe unique lors de la réunion mensuelle.

- un procès-verbal succint de ces diverses réunions sera rédigé.

II.- PROGRAMME DE TRAVAIL

Les questions suivantes devant faire l'objet d'études dans les mois à venir, il est désigné un responsable pour chacune d'elles.

a) en riposte à des projets gouvernementaux

- réforme de la loi sur les Conventions Collectives - HORNEZ
- révision des critères d'attribution des pensions retraite au titre de l'inaptitude - FECAN réunira, dans un premier temps, une documentation.
- entreprises de travail temporaire -DELPY

b) en vue d'approfondir certains points de doctrine

- démocratisation de l'entreprise (GAU-DELPY); HORNEZ fait accepter que soit commencée l'étude de la réforme du comité d'entreprise en vue d'adapter cette institution à la réforme de l'entreprise elle-même.

- l'abaissement de l'âge de la retraite :le document établi par GRINCOURT fera l'objet d'une diffusion à l'intérieur du Parti.

- les cadres et la hiérarchie (une étude sera demandée à notre camarade BERANGER).

- RIPERT qui a terminé sa note sur le 3ème âge rencontrera notre camarade BENOIST, député de la Nièvre.

III.- QUESTIONS SYNDICALES

- Le groupe est informé qu'une circulaire du Parti va être diffusée pour faire le point des rapports entre le Parti et les Syndicats.

- Un numéro spécial de la "Documentation Socialiste" sera consacré aux activités du groupe. Il publiera notamment deux notes relatives aux congrès de la C.F.D.T. et du S.N.I.

- Des indications sont données sur les discussions qui se déroulent entre les organisations syndicales de fonctionnaires (lesquelles ont fait apparaître un certain isolement de la C.G.T.) et sur les conversations de la F.E.N. avec les autres confédérations sur les thèmes suivants :

* Rapports Partis-Syndicats
* Unité syndicale
* Conception sur la société socialiste
* Laïcité de l'école et de l'Etat

Pierre BEREGOVOY se félicite de l'existence de telles discussions qui répondent bien à la conception que se fait le Parti des rapports actuels entre organisations et note qu'en Italie plusieurs signes favorables à l'unité syndicale ont été récemment enregistrés.

Les points suivants font l'objet d'un large échange de vues:

* Election ou nomination des représentants syndicaux aux organismes sociaux.
* Participation syndicale aux travaux du VIème Plan.

- Sur tous les problèmes sociaux, le Parti doit avoir le souci de connaître les positions des syndicats. P.BEREGOVOY précise, à ce propos, que le Parti a pour règle de consulter séparément les organisations syndicales sur les sujets de leur compétence afin de ne pas intervenir dans les rapports intersyndicaux. Quant aux syndicalistes participant aux réunions du groupe, ils agissent en qualité de membres du Parti.

IV.- CARPENTIER, après avoir récapitulé le travail accompli au cours de la réunion, expose, qu'à son avis, les interventions des Parlementaires doivent marquer la distinction entre certains amendements qu'ils proposent aux projets gouvernementaux, qui restent modestes dans leurs ambitions, et les propositions qu'il font et qui doivent s'inscrire dans la perspective d'une société socialiste.

-:-

Coll. Fondation Jean Jaurès

V — CLEMENT MICHEL DEVANT LE SECTEUR "PROMOTION FEMININE" ET LE CLUB LOUISE MICHEL.

Clément MICHEL, a bien voulu donner un important exposé des graves problèmes qui se posent à la grande institution française de sécurité sociale. Le déséquilibre financier de la branche maladie, qu'on lui reproche à tort, conséquence du progrès scientifique, est d'ailleurs en partie compensé par des excédents non négligeables de la branche familiale. L'orateur a écouté toutes les questions et suggestions des membres de la commission politique du Club. Il a répondu à chacune et, dominant les difficultés immédiates, a replacé ses efforts dans la ligne du progrès pour une civilisation toujours plus humaine.

Faisant le point pour le 25ème anniversaire de la Sécurité Sociale, Clément MICHEL constate d'abord que l'institution continue de se perfectionner et de s'étendre, même depuis 1958. Mais les charges augmentent rapidement, ce qui donne prétexte aux attaques alarmistes de la presse et du gouvernement; un déficit de 21 milliards est ainsi prédit pour 1975, surtout dans la branche maladie; mais ce déséquilibre ne provient que pour 10 milliards du régime général des salariés, les 11 autres milliards résultant des autres régimes.

Dans la branche vieillesse, la charge augmente avec la durée de la vie, qui s'allonge de 6 mois chaque année: ainsi la France compte-t-elle 13% d'habitants de plus de 65 ans, contre 6,5% l'U.R.S.S., le double.

Le régime des allocations familiales a été calculé en 1945, en pleine dénatalité, de sorte que les allocations françaises sont très supérieures à celles des pays étrangers. Mais la natalité a remonté, de sorte que les allocations ont été allégées au profit de la branche maladie. La natalité semble fléchir ces dernières années, sans qu'on puisse incriminer les contraceptifs.

La branche maladie est grevée de tous les soins aux ayant droits des travailleurs cotisants: enfants et vieillards. Le progrès médical doit se payer, d'où déficit du régime, sinon il faut arrêter la diffusion du progrès, tendance inavouée de certains, en limitant au maximum les investissements. Les abus dénoncés de consommation médicale, montés en épingle, sont sans influence sur les énormes masses de frais en cause.

Après avoir évoqué le problème du chômage, bien que l'assurance-chômage ait été instituée hors de la Sécurité Sociale, Clément MICHEL constate que toutes les causes du déficit sont extérieures à l'institution: briser le thermomètre ne guérit pas la fièvre. La réforme JEANNENEY, malgré sa rigueur, n'a donné aucun résultat. Les commissions du VIème Plan reconnaissent aujourd'hui qu'il faut faire face aux obligations. Il note que la C.G.C. refuse le déplafonnement et que l'Etat français est le seul à ne pas subventionner la Sécurité Sociale.

La position socialiste consiste à conserver les conquêtes sociales, et à aller de l'avant: par exemple retraite anticipée entre 60 et 65 ans pour les malades et en cas de chômage, affecter les prestations familiales de préférence aux petits salariés, aux orphelins et aux handicapés; pour la maladie, poursuivre le déplafonnement des cotisations, moderniser nos hôpitaux publics, fiscaliser partiellement les ressources.

-:-

VI - DEFENSE DE LA NATURE-ENVIRONNEMENT

Les deux premières notes publiées avant les vacances dans ce bulletin ont permis de constituer le noyau d'un groupe d'études sur l'environnement et la Défense de la nature. Il n'apparaît pas cependant que ces premières réponses -dont nous voulons ici remercier les auteurs- permettent un travail en profondeur. C'est donc un nouvel appel pressant que je lance aux responsables fédéraux et aux élus nationaux ou locaux.

Le problème à traiter est en effet immense et chaque jour nous apporte des preuves qu'il faut agir vite et avec rigueur dans ce domaine. L'avenir des espèces vivantes, de l'homme tout particulièrement, est menacé par les effets de l'industrialisation, de la chimie, de l'entassement dans les villes et aussi, il faut bien le reconnaître, de l'insouciance, de l'indifférence, voire le mépris des hommes eux-mêmes, pour la nature prise dans son sens le plus large.

Informer, tel apparaît dans un premier temps l'action à mener, et les militants et responsables du Parti socialiste peuvent et doivent être parmi les plus dynamiques dans cette intervention. Cette information doit d'ailleurs être menée dans les deux sens:

- d'une part par la recherche des éléments constituant la dégradation de la nature, travail de documentation par conséquent, qui permettra d'établir des dossiers sur tel ou tel risque ou nuisance;

- d'autre part, action vers l'opinion afin de la sensibiliser aux problèmes pas toujours bien ressentis et de lui faire connaître les propositions socialistes en ce domaine. Le travail très important réalisé par la Direction des Etudes Socialistes sur le chapitre des pollutions, constitue dès maintenant une base d'action pour tous, car nous sommes persuadés que dans ce cadre de la Défense de la Nature, les socialistes seront les mieux placés étant donné les principes qui les animent. La lutte pour le plein épanouissement de l'être humain passe aussi par la suppression des nuisances et autres fléaux similaires du monde moderne.

A ce Groupe devraient pouvoir être rattachés des spécialistes de très nombreuses disciplines - médecins, biologistes, chimistes, socialogues, architectes, démographes, économistes, urbanistes et tous ceux qui s'intéressent à la sauvegarde de la vie végétale, animale et bien sûr humaine, sur cette terre.

Pierre THIBAULT

-:-

GROUPE DE TRAVAIL "DEFENSE DE LA NATURE"-ENVIRONNEMENT

N O M ..... Prénom .....

ADRESSE .....

Spécialités .....

Etudes - Travaux accomplis ou projetés: .....

.....

(A renvoyer à Pierre THIBAULT - 12, cité Malesherbes PARIS (9ème)

Coll. Fondation Jean Jaurès

E N T R A I D E O U V R I E R E F R A N C A I S E

-:-

MAISON DE VACANCES FAMILIALES

"L'ARAGAIL"

A CAVALIERE

- près du LAVANDOU (Var) -

Plage de sable fin - tous les jeux de la mer - Promenades en montagne - Cite remarquable -

- Ouvert de JUIN au 15 SEPTEMBRE -

Camarades, amis, retenez vos places dès maintenant !

Renseignements et inscriptions:

Entraide Ouvriere Française
L'ARAGAIL - CAVALIERE -83-
Téléphone: 32 et 11

LES SECRETAIRES DE SECTIONS ET NOS ABONNES
ONT PU S'APERCEVOIR QUE LE "BULLETIN INTERIEUR" PARAIT
REGULIEREMENT TOUS LES MOIS.

QU'ILS N'OUBLIENT PAS LEUR REABONNEMENT !

Coll. Fondation Jean-Jaurès

E) COMITE POUR LA COMMEMORATION DU CENTENAIRE DE LA COMMUNE

xxx

Un Comité National pour la Commémoration de la Commune a été constitué. L'initiative en revient à un certain nombre d'Associations parmi lesquelles nous comptons d'ailleurs beaucoup de camarades.

Il était impensable que le Parti ne célèbre pas de manière digne et solennelle et en demandant à tous les socialistes d'appuyer son effort à ce Centenaire.

C'était aussi la volonté d'autres organisations syndicales et politiques: c'est pourquoi un Comité National pour la célébration de la Commune a été constitué par les organisations, associations, partis et syndicats suivants:

Atelier Républicain
Cercle d'Etudes Montaigne
C.I.R.
C.F.D.T.
C.G.T.- F.O.
F.E.N.
Garibaldiens de France
Grande Loge de France
Grand Orient de France
Parti Socialiste
Radicaux de Paris
Objectif 72

Cercles Jean Jaurès)
Club Louise Michel (Associations associées au Parti
C. E. D. E. P. . .)

L'organisation suivante a été décidée:

1.- Des Assemblées Générales seront réunies. Toutes organisations qui forment le Comité National du Centenaire, quelle que soit leur importance, y seront représentées chacune par trois délégués (ceux du Parti Socialiste sont: Jacques ENOCK, Pierre DESVALOIS, Antoine BLANCA). Ces Assemblées générales se tiendront en janvier, mars et mai, mais il est probable que d'autres réunions extraordinaires devront se tenir.

2.- Un Bureau se réunira une fois par mois ou plus souvent si cela s'avère nécessaire. Chaque Organisation y sera représentée par un délégué. Une réunion du Bureau aura lieu le 17 décembre.

3.- A la demande de l'ananimité des membres du Comité, le Parti Socialiste a accepté d'assumer la présidence du Comité National du Centenaire. Il a confié cette tâche à Jacques ENOCK, Secrétaire du Parti. Il assurera cette présidence entouré d'un collège de vices-présidents formé de :

../

Pour la C.G.T.-F.O. ..... TRIBIE
Pour la C.F.D.T. ..... DETRAZ
Pour la F.E.N. ..... CHERAMY
Pour la C.I.R. ..... GEFEN
Pour la Ligue des Droits de l'Homme ... BERNARD
Pour les Garibaldiens de France ..... ROMAGNANI
(qui représentent aussi les autres organisations).

Ces membres du Secrétariat participent es-qualité aux réunions de Bureau.

Jean-André FAUCHER a été nommé Secrétaire Général du Comité de direction. Janette BRUTELLE, Secrétaire du Bureau chargée de liaison avec les organisations. Birgitta HESSEL, de la fédération de l'Eure-et-Loire, Secrétaire administrative. Elle assurera, en outre, la liaison entre le Comité National, les formations de Jeunes et Etudiants, qui, nous l'espérons, auront à coeur d'apporter leur appui pour assurer le succès des manifestations et cérémonies du Centenaire.

-:-

La tâche sera ardue :

Il s'agira d'abord d'obtenir pour qu'une liaison harmonieuse se réalise et soit maintenue malgré les difficultés entre les organisations qui se sont réunies pour célébrer en commun ce Centenaire, et cela, aussi bien au niveau national qu'à celui des départements et des villes, et que la collaboration et la mise en commun des efforts soient effectives.

Elle est immense :

On s'en fera une idée partielle en étudiant les tableaux suivants des villes où se sont déroulés il y a un siècle les gestes de solidarité en faveur des communards. Et il est probable que le tableau soit incomplet.

I- Les communes autour de Paris dans lesquelles se sont déroulés les combats

YVELINES
BOUGIVAL : Combats le 3 avril.
CHATOU : Exécution de fédérés le 3 avril.
RUEIL : Combats les 2 et 3 avril.
VILLACOUBLAY : Combats le 3 avril.

ESSONNE
ARPAJON: un groupe de partisans de la Commune siège clandestinement au 23 de la place du Marché.
CORBEIL et ESSONNES: le 26 avril, les ouvriers incitent les soldats versaillais à désertion.

HAUTS-de-SEINE
ASNIERES: Combats à partir du 3 avril.
BOIS-COLOMBES : combat le 18 avril entre les gendarmes et les fédérés.
BOURG-la-REINE: Combats le 10 mai.
CLAMART : Combats les 3 et 4 avril.
CLICHY : Combats en avril.
COURBEVOIE : Combats à partir du 1er avril.
ISSY-les-MOULINEAUX : Combats et défense héroïque du fort.
CHATILLON sous BAGNEUX : Combats.
LEVALLOIS : Combats à partir du 3 avril.

MALAKOFF : Combats en avril.
MEUDON : Combats le 3 avril.
MONTROUGE : Batailles autour du fort.
MONT-VALERIEN : exécution de 5 fédérés le 2 avril.
NEUILLY: Combats de rues.
PUTEAUX : Occupation de la mairie par les partisans de la commune.
NANTERRE : Combats le 2 avril.
SURESNES: Tentative vaine d'insurrection le 31 mars. Combats le 1er avril.
VANVES : Combats autour du fort.

SEINE-SAINT-DENIS

LA PLAINE ST DENIS : Action surprise des fédérés le 27 avril.

SAINT-OUEN : Combats à partir du 3 avril.

VAL-de-MARNE

ARCUEIL : Combats en avril.
CACHAN : Combats le 10 mai.
LA COURNEUVE : le 26 avril, les partisans de la Commune y font siéger un tribunal révolutionnaire.
GENTILLY : Combats le 25 mai.
IVRY : Combats autour du fort.
KREMLIN-BICETRE : Combats autour des forts.
VILLEJUIF : Combats autour des forts.
VINCENNES : Combats autour des forts.

II- La province

ARIEGE

VARILHES : le 19 avril, des ouvriers tentent de faire dérailler un train de munitions.

AUDE

NARBONNE : Mouvement révolutionnaire (les deux grands-pères de Joseph BARSALOU y participèrent).

BOUCHES-du-RHONE

ARLES : tentative de proclamation de la Commune le 26 mars.
MARSEILLE : Mouvement révolutionnaire.

CHER

SANCOINS: le drapeau rouge est hissé le 16 avril.

COTES-du-NORD

BELLE ISLE: les prisonniers fédérés y furent détenus sur les pontons.

DORDOGNE

PERIGUEUX : manifestations populaires en faveur de la Commune.
SARLAT : le 6 avril, les officiers de la garde nationale refusent de lever des hommes pour marcher sur Paris.

FINISTERE

BREST : Les prisonniers fédérés y furent détenus sur les pontons.

HAUTE GARONNE

TOULOUSE : Mouvement révolutionnaire.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

GIRONDE	BORDEAUX : Le 16 avril, manifestation populaire contre les troupes qui partent pour Versailles.
INDRE	MESIERES-en-BRENNE : un détachement de la garde nationale envoyée combattre Paris, passe le 27 avril au service de la commune.
LOIRE	SAINT-ETIENNE : mouvement révolutionnaire.
LOIRET	DORDIVES : manifestation en faveur de la Commune le 30 avril. MONTARGIS : manifestation en faveur de la Commune le 30 avril.
MANCHE	SAINT-MARCOUF: Lieu de détention des fédérés dans les casemates. QUELERN et CHERBOURG : lieu de détention des fédérés sur les pontons.
MORBIHAN	LORIENT: les prisonniers fédérés y furent détenus sur les pontons.
NIEVRE	COSNE: tentative d'insurrection. LA CHARITE S/LOIRE : le drapeau rouge est hissé le 17 avril. POUILLY : le drapeau rouge est hissé le 17 avril.
NORD	LILLE: manifestation en faveur de la Commune le 14 mai.
PAS-de-CALAIS	ARRAS: le 14 mai, arrestation en gare des partisans de la Commune venant de Lille.
PUY-de-DOME	THIERS : le drapeau rouge est hissé sur la mairie le 30 avril.
PYRENEES ORIENTALES	PERPIGNAN: mouvement populaire le 25 mars pour empêcher les soldats de rejoindre Versailles.
RHONE	LYON: mouvements révolutionnaires.
SAONE-et-LOIRE	LE CREUSOT: mouvement révolutionnaire.
SEINE MARITIME	DARNETAL: mouvement en faveur de la Commune sous la direction du maire-adjoint VAUGHAN. ROUEN : arrestation d'Olivier PAIN en juin.
SEINE-et-MARNE	COULOMMIERS : manifestations populaires en faveur de la Commune le 30 avril. CHATEAU LANDON : manifestation en faveur de la Commune le 30 avril. NEMOURS : manifestation en faveur de la Commune le 30 avril. SOUPPES : manifestation en faveur de la Commune le 30 avril. MEAUX : le 17 mai, en gare, arrestation de ROCHEFORT.
VIENNE	LIMOGES: mouvement révolutionnaire.

xx

III- Villes où sont nés ou morts, les communards

CHER	BOUGY : lieu de naissance de Gabriel RANVIER VIERZON : lieu de naissance d'Edouard VAILLANT. lieu de naissance du colonel fédéré CHARDON.
CREUSE	SAINT BRIEUC : lieu de naissance du colonel ROSSEL le 9 septembre 1844
HAUTE-GARONNE	SAUVETERRE : lieu de naissance de Jean ALLEMANE.

Coll. Fondation Jean Jaurès

HAUTE LOIRE	LE PUY : ville natale de Jules VALLES.
MANCHE	RONCEY : (arrondissement de Coutances) lieu de naissance du général fédéré EUDES.
NORD	FRESNES: lieu de naissance du communard JENART. LILLE: en 1845, naissance du journaliste fédéré Eugène
OISE	LA CHAPELLE-aux-POTS : naissance en 1839 du membre de la Commune Auguste VIARD.
ORNE	CERISEY : lieu de naissance du communard PROTOT.
RHONE	DENUE : naissance en 1841 du journaliste fédéré VERMOREL.
PAS-de-CALAIS	REMILLY : lieu de naissance du membre de la Commune VERDURET mort au bagne en Nouvelle-Calédonie.
SAONE-et-LOIRE	CLUNY: naissance en 1826 du membre de la Commune Pierre VESINIER.
SEINE-et-MARNE	CLAYE: lieu de naissance d'Eugène VARLIN.

xx

CHER	VIERZON : décès du Colonel fédéré CHARDON.

xx

YVELINES	RUEIL: mort de FLOURENS.
HAUTS-de-SEINE	CHATILLON-sous-BAGNEUX: mort du Colonel fédéré DUVAL.
-	LEVALLOIS : Tombe de FERRE et de Louise MICHEL.
VAL-de-MARNE	BREVANNES: à l'hospice meurt en octobre 1909, le membre de la Commune OUDET.

xx

SEINE-SAINT-DENIS	SAINT DENIS: J.B. CLEMENT y a travaillé plusieurs années à la mairie.

xx

IV- Villes où ont eu lieu des manifestations de solidarité :

ISERE	GRENOBLE : le 16 avril les femmes essaient d'empêcher le départ des troupes.
HAUTE SAONE	LURE : la loge maçonnique prend position pour la Commune.
YVELINES	SATORY : internement des femmes et exécution

xx

V- l'Histoire de la Commune: son actualité :

Des historiens préssentis ont déjà accepté de nous apporter leur aide; d'autres seront préssentis. Une soirée sera probablement consacrée à l'étude, à l'explication et à l'actualité de la Commune.

xx

Coll. Fondation Jean-Jaurès

VI- Des chants existent, que nous espérons éditer et faire chanter lors des manifestations.

VII- Une réunion solennelle sera organisée par toutes les Associations formant le Comité National, dans une grande salle parisienne.

VIII- La possibilité d'une exposition itinérante est envisagée.

xx

Une circulaire sera adressée incessamment aux Secrétaires Fédéraux pour qu'ils apportent le concours entier du Parti à la célébration du Centenaire. Des instructions précises sur les liaisons qu'ils auront à établir avec les dirigeants des autres Associations leur seront données.

...:...

Les Etudiants socialistes et les Jeunesses socialistes accompliront aussi leur devoir à l'occasion du Centenaire;

* en prenant contact avec les Secrétaires fédéraux du Parti,

* et sous le contrôle de ceux-ci, ils contacteront les organisations de jeunesse , d'étudiants et des jeunes syndicalistes afin qu'ils participent pleinement au Centenaire de la Commune.

Ce travail se fera évidemment selon les indications que mon ami Noël JOSEPHE leur donnera en tant que Secrétaire chargé des Jeunesses et des Etudiants.

Les contacts entre nous sur ce point seront constants et confiants.

Jacques [illegible]

Coll. Fondation Jean-Jaurès

ACTIVITES DU SECRETARIAT
FORMATION ET ÉLABORATION POLITIQUE

LE FICHIER DES TEMPERATURES TECHNIQUES

Sept cents camarades qui ont été identifiés comme participants aux Commissions d'études du Parti ont reçu un questionnaire qui se présente sous la forme d'un tableau dont les quatre vingt huit lignes correspondent à quatre vingt huit sujets et les six colonnes, aux différents points de vue selon lesquels ils peuvent être connus.

Ces sept cents camarades sont priés de nous retourner ce questionnaire en mettant une ou des croix aux carrefours des lignes et des colonnes correspondant aux questions sur lesquelles ils pensent pouvoir faire bénéficier le Parti de leur compétence. A partir de ces réponses, un fichier va être établi qui aura pour seul but de permettre aux camarades qui sont amenés à aborder ces sujets de prendre contact -fut-ce téléphoniquement, toujours dans les plus brefs délais-, avec les camarades dont les lumières peuvent être éclairantes.

Il est certain que les camarades susceptibles de rendre aux responsables et aux élus du Parti des services de cette nature, sont beaucoup plus nombreux que les destinataires de ce premier envoi. C'est pourquoi, il serait bon que les lecteurs de ces lignes qui pensent pouvoir aider aussi de cette manière au rayonnement et à l'exactitude de l'action du Parti, nous communiquent leur nom et ceux des camarades qu'il croit utile de voir figurer sur ce fichier. Alors ils recevront ce questionnaire qu'ils devront dans les meilleurs délais retourner à la Cité Malesherbes aux bons soins de :

Denis CEPEDE
Secrétaire National

Coll. Fondation Jean Jaurès

LA DIRECTION DES ETUDES SOCIALISTES

Le second Conseil de la Direction des Etudes Socialistes se réunit le 19 décembre 1970 pour procéder à l'examen des premiers travaux effectués par les militants sur des aspects techniques, économiques et sociaux des problèmes à la fois importants et complexes comme la pollution, l'action de l'Etat à l'égard du 3ème Age ou les types d'organisation des entreprises.

La qualité des travaux effectués, si elle est un grand sujet de satisfaction, attise le regret de ne pas avoir pu utiliser les compétences d'un nombre de militants suffisant pour mettre à l'étude les nombreux sujets dont la nature justifie une analyse technique approfondie. Cette insuffisance tient au fait qu'un certain nombre de secrétariats fédéraux n'ont pas répondu encore aux nombreux appels de notre camarade DUBOIS, animateur de la D.E.S.

Il convient donc de réitérer cet appel. Y répondre, c'est en effet donner l'occasion à des camarades de servir le Parti avec le plus grand sérieux. Le fonctionnement de la D.E.S. écarte les poisons et délices de la "réunionite", laisse le plus grand loisir pour le travail effectif. Il permet en particulier aux camarade de province d'apporter leurs contributions sans leur demander pour cela d'ajouter la lassitude des voyages, à la saine fatigue de l'effort intellectuel.

Denis CEPEDE
Secrétaire National

F O R M A T I O N

La modicité des moyens financiers du Parti conduit à centrer l'effort de formation des militants, dans une première étape sur deux axes:

- La formation de base
- La formation politique
- Plan d'Action socialiste

En outre cette formation est laissée pour l'essentiel, à la charge des militants pour la formation de base et des Fédérations pour la formation politique s'appuyant sur la présentation du Plan d'Action Socialiste.

1.- La formation de base

L'Office Universitaire de Recherche Socialiste a commencé depuis plusieurs mois la publication d'Etudes par correspondances comprenant un cours polycopié de cinq à dix pages et une série de questions auxquelles sont appelés à répondre les militants inscrits.

L'inscription est gratuite pour les adhérents de l'Office, elle est de 20 frs pour les militants du Parti et comporte la livraison bimensuelle sur onze mois de trois cours correspondant aux trois cycles déjà commencés:

1. Histoire du mouvement ouvrier
2. Etudes économiques
3. Doctrine politique

soit 66 cours par an.

Un quatrième cycle va prochainement débuter ayant trait aux problèmes d'organisation et d'action socialiste.

En outre, l'Office Universitaire de Recherche socialiste tient à la disposition des Fédérations du Parti une équipe de conférencier susceptible d'animer des stages de week-end sur les sujets qui sont traités dans les études par correspondance ou qui ont été abordés dans les quatorze cahiers que l'Office a déjà publié.

2.- La formation politique

A partir du début de l'année 1971, le Parti a pris ses dispositions pour organiser des stages de formation politique se déroulant sur une journée ou, de préférence durant le week-end - du samedi 15 heures au dimanche 18 heures- consacré à l'explication et à l'examen en commun du Plan d'Action Socialiste.

Les Fédérations qui souhaiteraient organiser ces stages sont priées de le faire savoir dans les meilleurs délais en proposant des dates afin d'établir le calendrier de ses sessions.

Il est évidemment possible d'organiser des stages interfédéraux, mais il est cependant souhaitable de limiter les groupes constitués à

un effectif maximum de 40 sessionnaires afin d'assurer la plus grande efficacité à ces stages de formation.

L'expérience déjà effectuée à Carcassonne avec les responsables des J.S. des départements de la région Languedoc-Roussillon a été concluante.

Sans pouvoir prendre en charge les frais de ces stages, le Secrétariat du Parti a pu réserver quelques crédits qui permettront d'aider partiellement à leur réalisation.

Les Fédérations qui jugeraient indispensables d'y avoir recours, sont priées d'exposer leurs raisons et de formuler rapidement leurs demandes.

L'examen des conditions de collaboration entre le Parti et les organisations spécialisées "devraient permettre de proposer d'autres occasions de formations aux militants du Parti.

Denis CEPEDE
Secrétaire National

ABONNEMENT PAR AN
au
"BULLETIN INTERIEUR"
et à
"LA DOCUMENTATION SOCIALISTE"

- 10 FRANCS -

André LE FLOCH - C.C.P. 38 95 PARIS